

# Le Bulletin

## trimestriel d'information

N° 32 – 2<sup>e</sup> Trimestre 2018

SCPI gérée par CM-CIC Scpi Gestion

## L'ÉDITO

Le premier trimestre 2018 a été marqué par quelques mouvements locatifs permettant d'équilibrer les entrées et les sorties de locataires, ainsi que par les deux mutations affectant le patrimoine portant sur la vente de l'immeuble de Saint Avertin et l'achat des deux locaux commerciaux situés à Schiltigheim que nous évoquions lors du dernier bulletin.

Au niveau des départs, à souligner celui de Manpower à Saint-Herblain dont les surfaces (532 m<sup>2</sup>), ont été relouées après travaux à la Sté Expandium.

Deux acquisitions devraient être régularisées durant le second trimestre. L'une portant sur l'Opération le Nant'île à Nantes (sous compromis) dont les surfaces seront louées par le Service de Santé au Travail de la Région Nantaise (bail signé de 12 ans), l'autre sur des surfaces neuves de bureaux situées à Saint-Herblain (1377 m<sup>2</sup>) louées intégralement et principalement par la Sté ALTEN (signature acte d'achat prévue avant fin juin).

Ces perspectives contribueront à la consolidation du chiffre d'affaires tout en permettant de poursuivre la politique d'arbitrage menée avec prudence. Elles permettent par ailleurs de maintenir la distribution du premier acompte sur dividende de l'année à hauteur de 2,70 €/part (avant Prélèvements Forfaitaire Non Libératoire et prélèvements sociaux).

A préciser, sur un plan règlementaire, l'application à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 de l'article 28 de la loi de finances pour 2018 modifiant les règles d'imposition des revenus mobiliers

en instaurant un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire de 12,8 % correspondant à l'impôt sur le revenu, soit un prélèvement de 30 % en tenant compte des 17,20 % des prélèvements sociaux (incluant la hausse de 1,7 % de la CSG).

Au niveau du marché secondaire des parts, ce dernier trouve toujours sa liquidité à l'issue de chaque confrontation, avec une demande à l'achat non satisfaite et un volume d'échange de parts inférieur à 1 % du capital sur le 1<sup>er</sup> trimestre. La valeur moyenne des transactions, depuis le début de l'année, porte sur un prix net vendeur de 240,78 €/part, soit un prix d'achat moyen de 260,04 €/part.

La prochaine Assemblée Générale Ordinaire se tiendra le 20 juin prochain à 15 h 00 au siège social à Nantes. Les éléments de convocation vous seront adressés prochainement. Afin d'atteindre le quorum de 25 % des voix, nécessaire en première lecture pour statuer au terme de l'Assemblée, nous remercions les associés qui ne pourraient pas s'y joindre de bien vouloir nous adresser leurs consignes de vote à l'aide du formulaire et de l'enveloppe « T » qui sera annexée à notre envoi.

Enfin, les éléments devant vous permettre de renseigner votre déclaration fiscale au titre des revenus 2017 ont été adressés fin avril. Nous restons, bien entendu, à votre disposition pour en faire le commentaire.

**Alexandre JEANSON**  
Directeur Général

## LA VIE DES PARTS

A l'issue de l'augmentation du capital clôturée en date du 07/04/2014, le nombre de **parts sociales de la SCPI a été porté de 304 459 parts à 366 187 parts.**

### I - Le Marché des Parts

#### Dispositions générales aux cessions de parts sociales

La cession des parts peut s'effectuer, soit directement par le porteur des parts, soit par l'intermédiaire de la Société de Gestion qui tient un carnet d'ordres où sont recensés les ordres d'achat et de vente de parts portés à sa connaissance.

La Gérance communique à toute personne qui en fait la demande les 5 prix d'achat les plus élevés et les 5 prix de vente les plus faibles figurant sur le carnet d'ordre ainsi que les quantités demandées et offertes à ces prix.

#### Transactions avec l'aide de la Société de Gestion

La Société de Gestion procède à un rapprochement des ordres d'achat et de vente de parts par période mensuelle ; le prix d'exécution qui en résulte, le cas échéant, étant déterminé le troisième mardi du mois à 15 heures.

Les ordres d'achat et de vente doivent être passés sous forme de mandat dont les formulaires sont disponibles auprès de la Société de Gestion. Les prix indiqués sur les mandats sont réputés nets de frais, de même que le prix d'exécution, auxquels se rajoutent les frais et droits à la charge de l'acquéreur (1) soit :

## LA VIE DES PARTS (suite)

- 3,00 % TTC de commission de cession
- 5,00 % de droit d'enregistrement suite aux dispositions de la loi de finance.

A tout instant, la Société de Gestion peut vous informer :

- du prix d'exécution de la période passée

- des 5 prix d'achat les plus élevés et des 5 prix de vente les plus faibles du carnet d'ordre en cours.

En application de l'alinéa 2 du Règlement général de l'AMF, la durée de validité d'un ordre de vente de parts est limitée à une année, avec prorogation possible pour une durée de 12 mois au maximum, sur demande expresse de l'associé.

### Les prix d'exécution

Vous trouverez, ci-dessous, les valeurs et les quantités des dernières transactions réalisées à l'issue des confrontations mensuelles :

Date des 3 dernières confrontations	Nombre de parts échangées	Prix d'exécution (somme revenant au cédant)	Prix payé par l'acheteur <sup>(1)</sup>	Date des 3 prochaines confrontations
20/02/2018	1106	240,74	260,00	
20/03/2018	624	240,74	260,00	
17/04/2018	372	241,00	260,28	22/05/2018
				19/06/2018
				17/07/2018

(1) Le prix payé par l'acquéreur correspond au prix d'exécution majoré de 5% de droits de mutation et d'une commission de 3,00 % TTC du prix d'exécution issu de la confrontation.

### Etat du Marché des parts à la date de rédaction du bulletin

Le tableau ci-dessous précise les cinq prix d'achat les plus élevés et les cinq prix de vente les plus faibles figurant sur le registre des ordres, ainsi que les quantités correspondantes à la date de rédaction du bulletin

VENTE		ACHAT	
Nombre de parts inscrites à la vente	Prix de vente demandé <sup>(1)</sup>	Nombre de parts inscrites à l'achat	Prix d'achat proposé <sup>(1)</sup>
150	244,44	14	241,67
135	242,59	46	240,74
44	241,67	53	239,81
90	240,00	10	239,35
		120	238,84
<b>419</b>		<b>860</b>	

(1) L'acquéreur devra s'acquitter en sus de 5 % de droits de mutation et d'une commission de cession de 3,00 % TTC du prix d'exécution issu de la confrontation.

### Transactions directes entre vendeurs et acheteurs

Tout associé souhaitant vendre des parts a la faculté de rechercher lui-même un acquéreur à des conditions librement débattues.

Il y a lieu de prévoir :

- les droits d'enregistrement de 5 % du prix revenant au vendeur en faveur du Trésor avec un minimum forfaitaire de 25 €
- 1% HT maximum de la somme revenant au cédant avec un forfait minimum de 50 € par transaction, (soit 60,00 € TTC au taux en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014) dû à la Société de Gestion pour les frais de dossier.

La transaction doit être signifiée dans les 30 jours à la Société de Gestion à qui doit être adressé l'acte de transfert, le justificatif de paiement des droits d'enregistrement et le règlement des frais lui revenant.

#### Mutations à titre gratuit (succession, don, partage)

La commission à percevoir par la société de gestion au titre de la transmission des parts est fixée forfaitairement à 60,00 € TTC.

## II – La Rémunération des parts (en euros par part)

	Revenus locatifs	%	Revenus financiers	%	TOTAL
31/03/2017	2.68 €	99.26%	0.02 €	0.74%	2.70 €
30/06/2017	2.68 €	99.26%	0.02 €	0.74%	2.70 €
30/09/2017	2.48 €	99.20%	0.02 €	0.80%	2.50 €
31/12/2017	2.77 €	98.93%	0.03 €	1.07%	2.80 €
31/03/2018	2.68 €	99.26%	0.02 €	0.74%	2.70 €

Afin de pouvoir exercer la retenue à la source dans le cadre de l'exercice du prélèvement obligatoire, la SCPI est tenue de verser en priorité les produits financiers. Le revenu versé par part en 2017 (avant prélèvement obli-

gatoire), a été de 10,70 €/part, soit un taux de distribution de 4,16 %. Le taux de distribution correspond au rapport entre le dividende annuel versé qui est brut et le prix d'achat d'une part au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (frais compris).

## LA VIE DES IMMEUBLES

## Situation locative

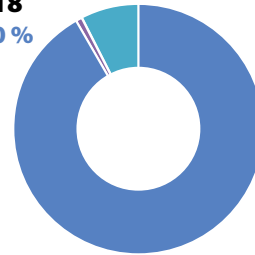
Le patrimoine de CM-CIC PIERRE INVESTISSEMENT au 31/03/2018 est composé de 52 immeubles de bureaux et de commerces répartis sur toute la France, totalisant 41 740 m<sup>2</sup>.

Le taux d'occupation au 31/03/2018 est le suivant :

En Surfaces (TOP) : 91,24 % Financier (TOF) : 91,70 %

Tof 1<sup>er</sup> trimestre 2018

- Locaux occupés TOF : **91,70 %**
- Locaux occupés sous franchise : **0,00 %**
- Locaux vacants (sous promesse de vente) : **0,00 %**
- Locaux vacants (travaux en restructuration) : **0,90 %**
- Locaux vacants (en recherche de locataires) : **7,40 %**



Immeubles	Locataires	M <sup>2</sup>	Dates d'effet	Observations
Congés				
CERGY- Espace Saint Christophe - 28 rue de l'Aven	STEINZEUG KERAMO	35,00	31/05/2018	Congé triennal
MONT SAINT AIGNAN - Parc de la Vatine 11 rue Jacques Monod	CAFFIER	44,00	31/08/2018	Congé triennal
TOULOUSE - Campus -1 av de l'Europe	LOGILAB	76,00	31/07/2018	Congé triennal
<b>Congés en instance</b>	-	<b>155,00</b>	-	
<b>Congés reçus du trimestre</b>	-	<b>0,00</b>	-	
<b>Congés annulés du trimestre</b>	-	<b>0,00</b>	-	
<b>TOTAL CONGES</b>		<b>155,00</b>		
SAINT-HERLAIN - Parc de l'Angevinière - rue Marcel Paul	MANPOWER	532,40	31/12/2017	Fin de bail
CARQUEFOU - le Sirius Parc de la Fleuriaye	PROSERVIA	426,00	15/09/2017	Congé triennal
<b>TOTAL DEPARTS</b>		<b>958,40</b>		
Arrivée locataires du trimestre				
BIEVRES - plaine de Gizy	ex- RIGWAY	26,07	14/02/2012	relocation RIGWAY 01/05/2017
	ex- TECHNO SERVICE	26,75	21/06/2014	relocation DANIEL BLOEM 01/01/2018
MALAKOFF -56 rue Etienne Dolet	ex - ARTIMIA	33,50	06/01/2017	relocation ADELIOS 01/03/2018
MONT SAINT AIGNAN - Parc de la Vatine 11 rue Jacques Monod	ex - FIDUCIAIRE PARISIENNE	133,00	31/01/2017	relocation ADENES PPE 15/02/2018
	ex - 2 R Patrimoine	83,00	01/10/2017	relocation LOUVEL 05/03/2018
SAINT-HERLAIN - Parc de l'Angevinière - rue Marcel Paul	ex - MANPOWER	532,40	31/12/2017	relocation EXPANDIUM 14/03/2018
<b>TOTAL ARRIVEES</b>		<b>834,72</b>		
Locaux vacants au 31/03/2018				
BIEVRES - plaine de Gizy	ex-ABOUND LOGIC	209,53	14/06/2010	Congé triennal
	ex-KALIMERA	52,97	11/04/2012	Congé triennal
	ex - ADDUCTIS	107,58	01/09/2015	Congé triennal
BOULOGNE - 3 rue Nationale	ex - CHU VILLEJUIF	68,05	01/07/2016	Congé triennal
CARQUEFOU - le Sirius Parc de la Fleuriaye	ex- PROSERVIA	426,00	15/09/2017	Congé triennal
CERGY- Espace Saint Christophe - 28 rue de l'Aven	ex - GESTRIM, SOGIPA	59,00	01/07/2009	Congé triennal
CESSON SEVIGNE - Parc les Peupliers	ex - SODEXO	120,00	31/12/2014	Congé triennal
CHESSY - 7 rue de Galmy	vacants	197,00	21/09/2017	
LEVALLOIS PERRET - 35 rue Pierre Brossollette	ex-CFI	107,00	02/10/2013	arbitrage en cours
MALAKOFF -56 rue Etienne Dolet	ex CORTLAND	41,00	14/11/2010	Congé triennal
	ARTIMIA	208,00	06/01/2017	Congé triennal
MARSEILLE - av Maynard Keynes	ex - La Figolette	104,00	01/01/2016	Congé triennal
MERIGNAC - Parc INNOLIN 10 rue du Golf	ex - UTEP	152,50	28/01/2013	solde suite à congé et extension dans le même immeuble
	ex - TBS	107,50	01/07/2017	Congé triennal
ORLEANS - 10 rue Emile Zola	ex- Ressources Mutuelles	120,00	31/03/2011	relocation SOPRA
	ex - Département du Loiret	17,50	31/10/2011	relocation SOPRA
	ex-SPHERIA	635,00	31/12/2016	relocation partielle SOPRA
REIMS- 1 allée Thierry SABINE	ex - SCHNEIDER	249,00	01/10/2016	Fin de bail
MONT SAINT AIGNAN - Parc de la Vatine 11 rue Jacques Monod	ex - AA2S	71,00	30/08/2016	Congé triennal
	ex - LAMBERT	95,00	14/03/2016	Congé triennal
SAINT HERBLAIN - le Ponant - 3 Place Magellan	lot Rch	176,60	17/05/2008	Congé triennal (relocation 58 m <sup>2</sup> à SMS en janvier 2017)
	ex - LTTD	71,53	24/02/2017	Congé triennal
TOURS - rue Colette Duval	ex - OPTIMA CONCEPT	93,00	13/06/2017	Congé triennal
VIROFLAY - 80 bis av Gral Leclerc	ex- EQUATION	165,98	14/04/2015	Congé triennal
<b>TOTAL LOCAUX VACANTS</b>		<b>3654,74</b>		

# INFORMATIONS GÉNÉRALES

## IMPOTS SUR LE REVENU

Les SCPI étant dotées de la transparence fiscale, leurs associés sont imposés directement sur leur quote-part des revenus encaissés par la société, indépendamment du montant distribué. Les revenus de CM-CIC PIERRE INVESTISSEMENT sont constitués :

- des recettes locatives imposables après imputation des charges déductibles effectivement réglées. Les déficits fonciers résultant des dépenses déductibles autres que les intérêts d'emprunts sont déductibles du revenu global dans une limite annuelle de 10 700 €.
- des produits financiers gérés par le placement de la trésorerie disponible. L'article 28 de la loi de Finances pour 2018 instaure un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire de 30,00 % correspondant à l'impôt sur le revenu (12,80 %) et aux prélèvements sociaux (17,20 %), sauf situations spécifiques reprises sous le § REVENUS FINANCIERS, ci-après.

## IFI

Il appartient à chaque associé imposable à l'IFI d'évaluer la valeur des parts de SCPI détenues. A cet effet, nous vous rappelons que le dernier prix d'exécution de l'année 2017 (prix net vendeur) a été de 240,74 €/part.

## PLUS-VALUES

La loi de finances pour 2014 - modifie le régime d'imposition des plus-values immobilières des particuliers dont la principale disposition consiste à aménager l'abattement pour durée de détention.

*Désormais le calcul des abattements pour durée de détention des immeubles (autres que les terrains à bâtir) et les parts sociales, sera différent entre l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux.*

*Pour l'impôt sur le revenu l'exonération sera complète au terme de 22 années de détention, portées à 30 années pour l'exonération totale des prélèvements sociaux. Ci-après, tableau de synthèse :*

Abattements pour durée de détention	Impôt sur le revenu	Prélèvements sociaux
jusqu'à 5 ans	0	0
de la 6 <sup>e</sup> à la 21 <sup>e</sup> année	6 % l'an	1,65 % l'an
sur 16 ans	soit 96 %	soit 26,40 %
la 22 <sup>e</sup> année	4 % l'an,	1,60 % l'an,
sur 1 an	soit 4 %	soit 1,60 %
de la 23 <sup>e</sup> à la 30 <sup>e</sup> année	0	9 % l'an,
sur 8 ans	0	soit 72 %
<b>TOTAL</b>	<b>100 %</b>	<b>100 %</b>

## A noter :

- La suppression de l'abattement de 1 000 € par cession
- Le taux du prélèvement social sur les revenus du capital de 17,20 %.
- Le taux proportionnel d'imposition de 19 %.

Il en résulte que pour toutes les ventes réalisées, le taux global d'imposition des plus-values immobilières est de 36,20 % (19,00 % d'impôt et 17,20 % de prélèvements sociaux).

Cette réforme s'applique donc aux plus-values générées lors de la cession de biens immobiliers (résidences secondaire, résidences locatives et terrain non bâtis) faisant l'objet d'un acte authentique à compter de cette date.

Ces nouvelles dispositions de la plus-value immobilière s'appliquent de la même manière, pour les cessions de parts de Sociétés Civiles de Placements Immobiliers.

L'établissement de la déclaration de plus-value et le paiement de l'impôt correspondant sont effectués lors de l'enregistrement de la cession à la recette des impôts par le cédant en cas de transaction directe entre vendeur et acheteur ou son mandataire dans le cadre des transactions avec l'aide de la Société de Gestion.

## REGIME DU MICRO-FONCIER

Les détenteurs de parts de SCPI étaient jusqu'à présent exclus du régime fiscal du micro-foncier. Désormais les détenteurs de parts de SCPI, par ailleurs propriétaires en direct de biens immobiliers, donnés en location nue, pourront bénéficier de ce régime.

L'abattement est alors de 30 % sur la totalité des revenus fonciers bruts (tous produits confondus lorsque ces derniers sont inférieurs ou égaux à 15 000 €).

## REVENUS FINANCIERS

### A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 :

L'article 28 de la loi de finances pour 2018 a modifié les règles d'imposition des revenus mobiliers en instaurant un Prélèvement Forfaitaire Non Libératoire de 12,8 % correspondant à l'impôt sur le revenu, soit un prélèvement de 30 % en tenant compte des 17,20 % des prélèvements sociaux (incluant la hausse de 1,7 % de la CSG).

Ce prélèvement à la source sera imputable sur l'impôt sur le revenu dont vous serez redevable l'année suivante, l'excédent éventuel vous étant restitué.

Toutefois les contribuables y ayant intérêt conservent la possibilité d'opter pour l'imposition au barème progressif de l'IR en lieu et place de l'imposition au prélèvement forfaitaire unique de 12,8% (les prélèvements sociaux de 17,20 % restant dus dans tous les cas). Cette option, exercée à posteriori lors du dépôt de la déclaration de revenus, est globale et concerne l'ensemble des revenus financiers encaissés et des plus-values de cession de valeurs mobilières réalisées au cours de l'année.

Les contribuables peuvent donc demander à être dispensés du prélèvement forfaitaire non libératoire dès lors que le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année (n-2) est inférieur à 25 000 € pour les célibataires, veufs ou divorcés et 50 000 € pour les couples soumis à imposition commune.

Ces contribuables paieront alors l'impôt sur les intérêts, l'année suivant celle de leur encaissement, soit au taux forfaitaire d'IR de 12,8% soit au barème progressif de l'IR.

Pour ce faire, ils doivent adresser à la Société de Gestion une attestation sur l'honneur selon leur situation familiale, avant l'année de perception de ces revenus.

**Cette demande doit être faite annuellement.**

## PERFORMANCES

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, les gestionnaires de SCPI, réunis au sein de l'ASPIM, s'engagent à déterminer et publier les données essentielles de performance des sociétés sous gestion conformément à une méthodologie commune.

A compter de cette date, pour le présent exercice et pour les suivants, seront ainsi déterminées les mentions relatives aux :

- Taux d'Occupation Financier (TOF) et Physique (TOP)
- Performances financières des SCPI (TRI)

A compter de cette même date, ces données sont diffusées de manière permanente, au rythme de publication des documents d'information de la SCPI : bulletin trimestriel et rapport annuel.

## TAUX D'OCCUPATION

Le taux d'occupation indique le taux de remplissage de la SCPI. Il peut être calculé :

**Soit en fonction des loyers :** le taux d'occupation financier (TOF) est l'expression de la performance locative de la SCPI. Il se détermine par la division :

- du montant total des loyers et indemnités d'occupation facturés ainsi que des indemnités compensatrices de loyers
- par le montant total des loyers facturables dans l'hypothèse où l'intégralité du patrimoine de la SCPI serait louée.

**Soit en fonction des surfaces :** le taux d'occupation physique (TOP) se détermine par la division :

- de la surface cumulée des locaux occupés
- par la surface cumulée des locaux détenus par la SCPI.

## TRI – Performances financières sur plusieurs années

Chaque SCPI (hors fiscale) fait l'objet d'un calcul de performance qui a pour vocation de renseigner l'investisseur sur le niveau de la distribution, ainsi que son évolution dans le temps, et la valorisation de son placement.

L'indicateur utilisé est le taux de rentabilité interne (TRI) sur plusieurs périodes (5, 10, 15, 20 ans), en fonction de la durée d'existence de la SCPI. Le TRI est mentionné nécessairement de manière préalable à toute autre référence à la performance de la SCPI. Dans le cas d'une société résultant d'une opération de fusion-absorption, comme c'est le cas pour CM-CIC PIERRE INVESTISSEMENT, le TRI considéré est celui de la SCPI absorbante.

Période	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans
Taux	9,29%	10,45%	9,13%	5,01%

Période	5 ans	10 ans	15 ans	20 ans
Taux	6,03 %	8,78 %	10,27 %	9,23 %

## AUGMENTATION DU CAPITAL

Suite à la clôture par anticipation de l'augmentation de capital portant sur la création de 61 728 parts nouvelles, le capital social est porté de 46 460 443,40 € à 55 880 136,20 €

## CONSEIL DE SURVEILLANCE

ACM VIE - représentées par Monsieur Olivier CHARDONNET

CIC OUEST – représenté par Monsieur Frédéric ROBIN

Monsieur Dominique CORBINEAU - Président

Monsieur Frédéric BLANC

Monsieur Pierre DEGUIGNE

Monsieur Jean-Louis FISCHER

Monsieur Antoine GILBERT

Monsieur Michel MOSER

Monsieur Daniel MULLER

Monsieur Jean-Jacques NICOLAY

Monsieur Christian NOMINE

Monsieur Philippe QUINTALLET

Monsieur Maurice SIFFER

Monsieur Jean-Paul THIEBAUT

La Note d'information a reçu le visa de l'Autorité des Marchés Financiers Visa AMF N° SCPI 13-23 du 09 août 2013 (délivré en application de l'article 34 de la loi n° 70-1300 du 31 décembre 1970 et de l'instruction du 5 juin 1984 de l'AMF). Agrément AMF de la Société de Gestion de Portefeuille n° GP-14000028 du 22 juillet 2014.

## RESPONSABLE DE L'INFORMATION

Monsieur Alexandre JEANSON - Tél 02.40.12.91.47 – e-mail : alexandre.jeanson@cic.fr

CM-CIC SCPI Gestion - 2, avenue Jean-Claude Bonduelle - 44000 NANTES

SITE INTERNET : www.cmcic-scp-gestion.com

Ce bulletin est valable du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 mars 2018